

# REPUBLIQUE FRANCAISE



COMMUNE de SERRAVAL

DOSSIER n° DP 074 265 15 X0030

Date de dépôt : 10/09/2015

Demandeur : Monsieur PLANTEVIN Laurent

Pour : Ravalement des façades des 6 chalets

Adresse terrain : Lieu-dit LE PONT DU VAR, 74230  
SERRAVAL

## ARRÊTÉ ARR\_1162015 de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable au nom de la commune de SERRAVAL

### Le Maire de la commune de SERRAVAL

- Vu** la déclaration préalable présentée le 10/09/2015 par Monsieur PLANTEVIN Laurent, demeurant 21 RTE DE BELLOSSIER, 74230 THONES, et enregistrée par la mairie de SERRAVAL sous le numéro DP 074 265 15 X0030 ;
- Vu** l'objet de la déclaration présentée :
  - pour Ravalement des façades des 6 chalets ;
  - sur un terrain situé lieu-dit LE PONT DU VAR, cadastré A 142 ;
- Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants ;
- Vu** les articles L.145-1 et suivants du Code de l'urbanisme (loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne) ;
- Vu** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 16/01/2014 ;
- Vu** le plan d'exposition aux risques (PER) approuvé par arrêté préfectoral le 12/09/1994 ;
- Vu** les informations complémentaires communiquées le 30/09/2015 ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée.

Fait le 25 novembre 2015  
Le Maire,

- de sa télétransmission en Préfecture le
- de sa publication le

Le Maire,

Bruno GUIDON

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

## INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et au décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.